

COLLOQUE DU CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

**LA NOUVELLE GENERATION
ET LES RELATIONS
FRANCO-BRITANNIQUES**

LONDRES, 24 NOVEMBRE 2004

Introduction

Il y avait là un groupe de « trentenaires » dont la plupart ne s'étaient jamais rencontrés. Ils n'avaient pas été choisis tout à fait au hasard, mais en fonction de leur sexe, leur expérience, et leur milieu professionnel. Venus des affaires, des arts, de l'université, de la politique et du gouvernement, ils constituaient un échantillon de représentants, éduqués et performants, de leur génération. Qu'étaient-ils censés avoir en commun ?

Après seulement sept heures passées ensemble, ils sympathisèrent. Ils étaient avides, ils en voulaient davantage. Une dynamique de groupe s'était créée, dit quelqu'un. Les participants à ce colloque réclamèrent d'autres occasions de se rencontrer, plus d'échanges, des contacts suivis.

Même si l'on admet là l'euphorie particulière qui se crée dans ce type d'événements - semblable peut-être à cet « esprit » qui rend possible des avancées diplomatiques dans des conférences internationales de courte durée - cet appétit pour un élargissement et un approfondissement des liens était remarquable. Cela prouvait peut-être que les rencontres franco-britanniques étaient trop rares. Au-dessus d'eux -les co-présidents du Conseil franco-britannique, Lord Radice et Jacques Viot, approuvèrent- planait l'ombre de l'eurosepticisme (britannique). Cela dépend beaucoup, dirent-ils, de l'âge et des points de comparaison acquis par l'expérience. Denis MacShane, le ministre britannique, fit référence à des personnalités (Harold Macmillan, Edward Heath) qui ont peut-être aujourd'hui disparu des mémoires.

Yves Censi, le parlementaire français, souligna un sentiment d'appartenance à une génération, tout particulièrement en France chez les fils et filles des « soixante-huitards ». Y a-t-il en Grande-Bretagne, se demanda-t-il, un sentiment analogue de « co-contemporanéité » ? Peut-être que non, mais le colloque montra qu'il existe un désir commun, propre à leur âge, d'aller de l'avant et de créer des contacts, quoi que leurs parents et ancêtres aient pu faire auparavant. Nous voyageons, nous nous rendons visite et traitons les uns avec les autres, mais sous l'apparence de liens banals, il existe un potentiel de contacts plus profonds, d'amitié et d'échanges, notamment (comme l'observa Jonathan Portes) sur des inquiétudes communes, telles que le financement des retraites.

Ce mot – échange - revint tout au long de la journée. Il prévalut dans les recommandations que les participants au colloque étaient invités à faire à la fin de la journée. Etait-ce simple curiosité ou bien le groupe manifesta-t-il quelque « talent pour le couplage » ? Cette formule ambiguë suggérant le badinage (ce mot existe-t-il encore en français ?) conduit Yves Censi et Denis Macshane à faire quelques plaisanteries sur les relations entre le Premier Ministre britannique, Margaret Thatcher, et le Président français, François Mitterrand. Peut-être notre colloque ne démontra-t-il rien d'autre que le fait qu'un contact plus proche aiguise le désir d'une plus grande intimité ; et que, propulsés hors de leur existence quotidienne et nationale (tout au moins ces « trentenaires »), les gens raffolent des occasions d'en apprendre davantage

sur les autres, et de comparer leurs réflexions sur leurs expériences. Notre journée ensemble servit-elle à modifier des perceptions, à déchirer des voiles (ces mêmes voiles devenant plus tard le sujet de quelques débats enflammés des deux côtés) ou à effacer des stéréotypes ?

Le coupable, du moins du côté britannique, fut aisément identifié. C'étaient les médias, particulièrement la presse écrite nationale du Royaume-Uni. Le colloque se plaignit amèrement du traitement réservé à la France et à l'Union européenne dans la presse et la radio britanniques, de reportages malhonnêtement entachés de dogmatisme, de préjugés, et de différences énormes dans la couverture des événements. On parla peu des médias français, bien que quelques participants s'inquiétèrent d'une tendance à « incriminer Bruxelles ». On reprocha aux médias britanniques d'avoir abdiqué leurs responsabilités de leaders d'opinion et de promoteurs d'un projet national d'amélioration future. Mais Bénédicte Paviot dit que les politiciens manquant pour le moins de courage portaient eux aussi quelque responsabilité.

Dans de pareilles rencontres, dit Yves Censi, nous devrions privilégier ce qui nous unit et marginaliser ce qui nous divise.

Cette dernière tendance ne semblait pas être le fait de nos jeunes participants. Cependant, on eut du mal à mesurer la sensibilité de cette génération de trentenaires aux événements et mouvements d'opinion dans leur pays respectif. Ces mêmes trentenaires, réunis il y a vingt ans, auraient-ils dressé un tableau radicalement différent de nos convergences et divergences ? Certaines questions dominèrent les travaux, notamment l'immigration et le multiculturalisme. Notre colloque en discuta âprement. Mais il fut difficile de discerner, tant en France qu'en Grande-Bretagne, une sensibilité spécifique à l'âge, sur des sujets comme par exemple, la cohésion sociale, l'intégrisme et le besoin de défendre des valeurs civiques fondamentales. Ces thèmes préoccupent tous les gens qui réfléchissent, quel que soit leur âge.

SIMILITUDES, DIFFERENCES ET INFLUENCES PARTAGEES : PERCEPTIONS DE LA NOUVELLE GENERATION

Aspects économiques : les facteurs d'unité ou de division

Le colloque commença sur une note discordante. Au Royaume-Uni, l'expression « les enfants de Margaret Thatcher » a été utilisée pour la génération passant à l'âge adulte pendant les années 80, et début des 90. Peut-être notre colloque comprit-il, coté britannique surtout, que cette génération – maintenant dans sa trentaine – avait acquis un certain fatalisme face à l'incapacité de l'Etat et à la futilité de ses tentatives d'intervention sur le marché ?

Ce n'est pas du tout un avis partagé par les Françaises et les Français du même âge.

Le débat fut animé : libéralisme contre étatsisme devint un des slogans de la journée. Sous le gouvernement de Tony Blair, la politique du Royaume-Uni, dit Denis Macshane, reposait sur la « flexibilité », le développement de la petite et moyenne entreprise, et le reste du programme de Lisbonne. Nous voulions, dit-il, moins de directives de Bruxelles. Ce point de vue n'est pas inconnu en France, nota brièvement Yves Censi. Et il y a là-dessus consensus au Royaume-Uni, dit David Cameron. Il y a au Royaume-Uni, davantage d'entente sur les bases de la politique qu'en France ou aux Etats-Unis, avança-t-il. Ici nous sommes d'accord sur la primauté de l'économie de marché et le rôle central de la propriété privée dans la vie économique. Bien entendu, les partis divergent sur l'impôt, la réglementation et l'étendue du rôle de l'Etat dans la vie nationale ; mais les Britanniques de gauche, de droite, et du centre, sont « mariés » au libéralisme.

William Vereker redit la chose en termes plus rigoureux. Entre la France et le Royaume-Uni, il existe des différences fondamentales de points de vue sur l'Etat et la politique économique. Prenez par exemple la propriété de l'entreprise. D'un côté de la Manche, de grandes sociétés françaises dominant le marché, tandis qu'au Royaume-Uni l'économie est ouverte aux capitaux allemands, français et américains ; à Londres, l'électricité est distribuée grâce à EDF, et personne n'y trouve à redire. En France cependant, la récente introduction du capital privé n'a pas brisé les liens étroits des compagnies productrices d'énergie avec l'Etat ou les syndicats. Même un homme politique ostensiblement centre-droit comme le précédent Ministre des Finances Nicolas Sarkozy croyait en l'intervention du gouvernement dans le marché et aux « champions nationaux ». Le prix à payer pour la France a été élevé, avança William Vereker. Les prix de l'énergie sont plus élevés que ceux du Royaume-Uni, ainsi que l'impôt. De jeunes Français talentueux émigrent, pas seulement à Londres, pour éviter un impôt pénalisant.

Ces remarques suscitèrent un choc parmi les participants des deux pays. Un credo dogmatique en la concurrence a sapé la confiance économique au Royaume-Uni, dit Catherine Fieschi, et les consommateurs britanniques ont perdu de l'argent dans la privatisation des chemins de fer ; et maintenant, un modèle préjudiciable de concurrence est en train de s'étendre à la Santé. Les chemins de fer britanniques ont été un « désastre » d'après Anwar Akhtar. Les marchés privés ne peuvent pas générer une société sûre et cohérente. Il cita le rôle positif joué par un organisme d'Etat, le Conseil des Arts, dans la musique et la culture. Quelques leaders du secteur public continuent cependant à « privilégier imprudemment le secteur privé ».

Attention aux généralisations, glissa John Edward. En Ecosse, l'eau n'a jamais été privatisée. Cependant James Tugendhat rejeta le modèle manichéen du tout-public ou tout-privé, tant en France qu'au Royaume-Uni. L'idée que les sociétés françaises sont comme « dans un cocon » est un non-sens. Sur la base de son expérience, quelques-unes d'entre elles sont, dit-il, « impitoyables ». Pierre-Antoine de Selancy adopta un point de vue similaire : de grandes forces de convergence économique sont à l'œuvre dans le monde. Les économies, tant française que britannique, doivent faire face aux mêmes problèmes de flexibilité, d'emploi et de croissance, et les entreprises des deux pays réalisent, ou devraient réaliser, que leurs personnels auraient un meilleur rendement s'ils étaient plus impliqués et dirigés en conséquence. Pascal Rigaud - citant sa propre expérience de travail en France pour une entreprise britannique -

souhaita plus d'échanges à l'intérieur et entre les sociétés de part et d'autre de la Manche. Se référant à un problème actuel de politique française, il s'interrogea sur la réduction du temps de travail hebdomadaire : la règle des 35 h pourrait inhiber l'effort pour retrouver le sens de la valeur du travail. Eluned Haf, réfléchissant aussi sur sa propre expérience à l'intérieur et à l'extérieur du Royaume-Uni, s'inquiéta des divisions trop rigides entre secteurs public ou privé et souligna le besoin urgent d'un partenariat et d'une meilleure répartition du travail entre les affaires et le gouvernement.

Sur ce, les Français tirèrent à boulets rouges sur l'affirmation de William Vereker, selon laquelle l'économie britannique est en meilleur état que la française, grâce à la libéralisation « Thatcheriste ». Vous consommez notre électricité nucléaire, remarqua Arnaud Leparmentier, faisant référence à l'importation au Royaume-Uni d'électricité française. La libéralisation des marchés de l'énergie a mené à des pénuries en Grande-Bretagne, et la privatisation ratée de « British Energy » a dû être ralentie. Quant aux chemins de fer, leur fonctionnement dépend de subventions du gouvernement. Ceci étant dit, les choses sont en train de changer en France. Peut-être, songea-t-il, le large consensus inspiré par de Gaulle, en particulier sur le programme nucléaire français, cessera-t-il d'exister avec la privatisation d'EDF.

Tout en pressant les interlocuteurs d'aller au-delà de cette vision manichéenne des secteurs public et privé, Jeannette Bougrab décrit le rôle de l'Etat français en matière d'infrastructures et d'investissements dans un secteur comme le rail, où le secteur privé s'est révélé déficient par le passé.

Cependant, dit Pierre Razoux, (pour résumer la tendance générale exprimée par les Britanniques) vous croyez au marché, tandis que nous croyons en la personne humaine. Il raconta son expérience de travail au Ministère de la Défense à Whitehall, où il avait constaté une extrême tolérance de ses collègues à l'égard de la pratique du «hot-desking», symbole de la manière dont les employeurs britanniques ont tendance à considérer leur personnel comme mobile et disponible.

Myriam-Isabelle Ducrocq exprima son étonnement quant à l'insuffisance des moyens accordés aux étudiants, notamment quand ils veulent accéder aux niveaux supérieurs.

Jonathan Portes, parmi d'autres, réfuta ces remarques en soulignant de récents changements de politique, et l'engagement du gouvernement Blair à accroître le nombre d'étudiants.

Pierre Razoux s'éleva contre des comparaisons simplistes des deux côtés du Channel. La politique économique dans les deux pays est figée : on pourrait expliquer le glissement vers une orientation libérale du Royaume-Uni dans les années 80, en référence à la crise financière de la décennie précédente quand le F.M.I. a dû consentir un prêt d'urgence. Ainsi le modèle britannique de partenariat public-privé ne pouvait être applicable en France, où le secteur privé tendait à entrer dans le domaine public comme « concessionnaire ».

Et, dit Isabelle Lescent-Giles, il y a une grande différence entre les deux pays dans leur culture professionnelle, l'une influencée par l'ingénierie et l'accent mis sur la sécurité et la fiabilité, l'autre par la finance – bien que la culture « MBA » soit en train de se répandre en France. Il y a des différences notoires, fit remarquer Chantal Hughes, de conceptions dans le domaine public, certaines découlant de cette divergence dans le

poids culturel de l'ingénierie dans les deux pays. Prenez l'énergie nucléaire, domaine dans lequel la politique et les attitudes françaises sont considérablement différentes de celles du Royaume-Uni. Derrière cela, (et ce point fut souligné par Hélène Masson et d'autres), se cachent des différences profondes de conceptualisation de l'Etat et de ses relations avec l'économie et la société civile. La tradition jacobine n'est en aucune manière éteinte en France !

Aspects culturels et sociaux : les facteurs d'unité ou de division

Cela dit, rien ne va vraiment de travers dans les relations franco-britanniques. Les orateurs, Yves Censi en tête, s'accordèrent sur ce point. La tradition francophile en politique au Royaume-Uni est ancienne et bien enracinée. Son retour ne dépend que de la volonté politique qui doit être mobilisée et recentrée.

Le co-président de la réunion, Simon Atkinson, appuya ce point de vue en se référant aux sondages. Mais tout d'abord, il fit remarquer que le français reste la première langue étrangère enseignée dans les écoles anglaises ; de même, les traversées de la Manche vers la France sont extrêmement populaires, tout au moins parmi les habitants du sud de l'Angleterre. Des sentiments chaleureux ont été notés dans des enquêtes : les Français sont proverbialement bons pour la romance et la nourriture, bien que pas nécessairement dans cet ordre, tandis que les Britanniques sont perçus (par eux-mêmes en tout cas) comme bons en sport, en musique, et en matière de télévision. Les Britanniques plus âgés aspirent à vivre en France, et des centaines de milliers y possèdent une maison. Laurent Bonnaud fit remarquer que beaucoup essayèrent de vivre en France, mais n'aspiraient qu'à revenir chez eux, y trouvant la vie moins idyllique que prévu.

Mais une remarque précédente de William Vereker à propos de la forte attraction exercée par la Grande-Bretagne sur les jeunes Français, fut contestée. Si, comme il l'affirmait, quelques 250.000 Français entre 25 et 35 ans vivent à Londres, autant de Britanniques du même âge vivent à Paris. Dans une autre intervention, Jeannette Bougrab fit remarquer qu'elle était l'une des 60 millions. de personnes ayant choisi de rester en France.

Laurent Bonnaud dit que les images des deux pays sont souvent anachroniques. Les gens en Grande-Bretagne pensent encore à la France en termes des années 80, comme les TGV. Jeannette Bougrab pressa les participants de se souvenir des différences qui existent sur le territoire même du Royaume-Uni. En France, dit-elle, l'Etat et la langue sont inséparables, alors qu'au Royaume-Uni, l'Etat englobe plus d'une nation, et plusieurs langues. Les participants venus d'Ecosse et du Pays de Galles recommandèrent la prudence sur les grandes visions étendues à tout le Royaume-Uni. John Edward rappela la « Auld Alliance » entre l'Ecosse et la France, avant de faire remarquer que la Reine Elisabeth n'est pas le chef de l'Eglise officielle d'Ecosse.

James Tugendhat se demanda si une partie de ce débat reflète bien l'expérience moderne des affaires où les décideurs vont et viennent d'un pays à l'autre. L'archétype de sociétés françaises telles L'Oréal et Pernod Ricard sont dirigées par des

Britanniques. Peut-être le problème réside-t-il dans la relative absence d'échanges de personnel dans la sphère de la politique et de l'administration- et ceci fut retenu pour figurer dans les recommandations d'actions futures.

Les participants tombèrent d'accord sur l'existence de failles similaires dans les deux pays, en matière de sexisme, d'emploi et de minorités ethniques. Les attitudes officielles ne sont pas notablement divergentes, ni les réponses politiques, mises à part les différences institutionnelles. En revanche le colloque démontra que la langue et la conceptualisation des questions de cohésion sociale et d'intégration sont différentes de part et d'autre de la Manche. Les trentenaires français peuvent adopter une rhétorique républicaine semblable à celle de leurs aînés – leurs homologues britanniques, comme la génération précédente, préfèrent prendre un ton plus bas, une approche pragmatique, mêlée à une légère mais typique modestie quant aux définitions de la « Britannité ».

Raj Jethwa fit remarquer que le chômage parmi les jeunes travailleurs des minorités ethniques au Royaume-Uni est trois fois plus élevé que celui de leurs contemporains blancs. Les jeunes travailleurs sont fortement incités à intégrer le système éducatif et à accepter la mobilité professionnelle : il se demanda si les choses étaient très différentes en France. Il fit remarquer que l'énorme écart de salaire entre les sexes a augmenté tant en France qu'au Royaume-Uni, suggérant qu'aucun des deux modèles ne fonctionne particulièrement bien. Tous deux engendrent marginalisation et exclusion. L'un ne met pas suffisamment l'accent sur la sécurité, l'autre engendre trop de chômage, dit Sunder Katwala. Y a-t-il une troisième voie entre les deux ?

Les deux pays font face aux mêmes questions lorsque se pose le problème de l'équilibre entre travail, famille et loisirs, dit Laurence Laigo. Bien sûr, il y a des différences. Elle souligna le grand écart des taux de productivité, ceux du Royaume-Uni étant de 25% inférieurs à ceux de la France. Les syndicats connaissent des problèmes similaires. Les adhésions sont en déclin au fur et à mesure que l'âge des travailleurs augmente ; dans les deux pays, ils ont besoin de se renouveler alors qu'ils sont confrontés à la mondialisation. Elle vanta la manière dont les syndicats britanniques ont intégré les institutions européennes, et salua le « leadership » de John Monks, directeur de la Fédération Européenne des Syndicats.

La France et le Royaume-Uni ont tous deux des minorités musulmanes assez importantes et il ressortit que les projets, la condition et l'intégration de celles-ci inquiétaient nos trentenaires, même si, comme nous l'avons vu plus tôt, il n'y a pas une seule et même position liée à leur âge. Les participants britanniques étaient étonnés de l'agitation qui a régné en France ces derniers mois à propos de la tenue vestimentaire à l'école et de la loi y interdisant les symboles religieux. Les Français s'étonnèrent de ce qu'ils craignaient être de la complaisance de la part des Britanniques envers le fondamentalisme le plus radical, contrastant non seulement avec la France, mais aussi les Pays-Bas et l'Allemagne.

Jeannette Bougrab attira l'attention sur la tradition française de laïcité et le très réel, voire même sévère, rejet par l'Etat de toute démonstration d'appartenance religieuse dans les espaces publics. Elle chercha à éclairer les participants britanniques sur les débats qui se déroulent parmi les féministes françaises, à droite comme à gauche, pour savoir si la compréhension et la tolérance devraient cesser, pour faire place à l'affirmation de valeurs universelles. La France n'a pas de religion officielle. L'école, dit Mathieu Flonneau, n'est pas seulement un vecteur d'éducation, mais elle appartient

à une tradition plus large, civique, qui lie les étudiants à l'Etat. Ce sont des « Ecoles de la République ».

Les divergences de vues entre la France et la Grande-Bretagne ne devraient pas être définies simplement par rapport à l'enseignement. Prenez par exemple votre approche de la Monarchie, ou même la réglementation des jeux. Au Royaume-Uni vous autorisez les choses, puis vous les réglez ; en France des restrictions sont imposées, mais des dérogations sont accordées.

La vraie question politique est l'intégration. Mais ces modèles d'assimilation traditionnels sont-ils encore applicables ? Ils ne sont adéquats dans aucun des deux pays. Contre ces modèles, dit Jeannette Bougrab, il existe une vague de fondamentalisme qui bouleverse le cursus scolaire et la mixité à l'école. Ses remous sont visibles dans les rues d'Amsterdam et dans les tentatives d'étouffer les critiques de l'Islam comme si elles étaient blasphématoires. L'objet de la politique doit être la co-existence, dit-elle, mais sur la base de certaines valeurs non négociables. Quelques-unes de ces valeurs sont liées à la condition des femmes ; elle s'inquiéta de l'absence de protestation des femmes contre la maltraitance dans des pays comme l'Iran. Mais il y eut d'autres prises de position sur l'autorisation à donner, ou non, aux jeunes musulmanes de porter des foulards ou des voiles à l'école. Mathieu Flonneau souligna ce paradoxe en France dans le processus de l'intégration, qui mène les élèves à trouver plus pratique d'apprendre, et d'utiliser l'anglais, sans souci de leurs racines ethniques.

Ne croyez pas que tout va de soi avec les femmes, avertit Laurence Laigo. Elles ne sont pas une « donnée économique ». Il faut prendre leurs sensibilités en compte, particulièrement aujourd'hui au 30^{ème} anniversaire de la loi sur l'avortement.

Nous avons les mêmes attitudes sur l'immigration et les minorités, selon Simon Atkinson. Tant en France qu'au Royaume-Uni, quelques 2/3 de la population pensent que le nombre des immigrants devrait être réduit. Ces attitudes sont fondées sur la notion d'appartenance nationale des personnes sondées, et pas du tout à la manière simpliste du Front National et du British National Party. Les gens souhaitent que les immigrants adoptent les coutumes et valeurs en vigueur. Mais que se passe-t-il si les identités nationales sont elles-mêmes en perpétuel mouvement ? Et ce point fut repris plus tard dans les discussions du colloque sur l'avenir de la France et du Royaume-Uni au sein de l'Europe.

Anwar Akhtar décrit comment il avait grandi dans une minorité ethnique, séparé par la race et la religion de ses contemporains de la classe ouvrière blanche. L'exclusion sociale demeure un fait dans la vie des minorités ethniques et il souligna les dangers du fondamentalisme exacerbant cette exclusion. L'organisation des communautés du Bangladesh au Royaume-Uni est « féodale ». Il évoqua ces jeunes qui abandonnent l'école, illettrés et incultes. La plupart du temps, ils n'ont aucune notion de l'Holocauste et deviennent des proies faciles pour les prédicateurs religieux réactionnaires. Mais l'engagement auprès de certaines minorités devrait commencer outre-mer, dit Anwar Akhtar : il faut une nouvelle politique étrangère en Grande-Bretagne pour l'Afghanistan et l'Irak. On pourrait déjà faire beaucoup ici, promouvoir des programmes et une meilleure intégration dans les écoles. Les arts jouent un rôle, dit Fiona Laird, dans l'intégration des communautés. Mais la langue reste un problème.

Evoquant les possibilités d'échanges franco-britanniques plus fructueux elle s'inquiéta des réticences du public anglophone à écouter ou voir autre chose que des œuvres en anglais au cinéma ou au théâtre. Il est inexact de dire que la culture britannique n'est pas ouverte, mais sa pénétration par des productions européennes contemporaines, y compris le théâtre français, est mince.

Vues communes ou divergentes sur l'Union européenne et les relations transatlantiques

Au fur et à mesure que la discussion s'orientait vers l'avenir des relations franco-britanniques, deux questions jumelées furent soulevées sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne d'une part et l'acceptation par les Français d'une Europe élargie d'autre part.

Y avait-il une connotation « générationnelle » dans ces discussions ?

Peut-être nos trentenaires britanniques se montrèrent-ils plus fatalistes à propos de l'Europe que leurs aînés. Non moins impliqués ni même moins convaincus par l'idée que l'avenir de leur pays doit être européen, mais soucieux à l'avance des capacités de changement d'opinion au Royaume-Uni. Côté français, ce qui frappa dans ce colloque, fut encore davantage d'interrogations : où se situera la France dans une Europe à 25 ? Les relations légendaires avec l'Outre Rhin continueront-elles à fonctionner au ralenti, considérées comme acquises plutôt que célébrées ? Que pourrait-on faire au sujet du « monstre ingérable » d'outre-atlantique ? Le débat sur l'Europe s'est infiltré dans les partis politiques des deux cotés, suggéra-t-on. Mais où sont donc les « grandes figures » censées représenter des événements majeurs à une nouvelle génération qui n'a aucun sens de l'histoire de l'Europe ?

Nick Clegg, précédemment Député Européen, présenta les différences entre la France et le Royaume-Uni de cette manière : le moteur franco-allemand avait fait de la construction européenne un réconfortant « idéal de paix ». Pour les Britanniques, l'adhésion à l'Union européenne et à ce qui l'a précédée est tout simplement une destinée inévitable. Le génie de l'Union européenne a été sa capacité à regrouper et à soutenir ces différents points de vue. Cela peut-il continuer alors que les relations transatlantiques s'effondrent, que l'entrée potentielle de la Turquie transformera l'Europe en profondeur et qu'une certaine politique commune de sécurité est élaborée avec tant de difficultés ? Les institutions pourront-elles contenir les différences comme elles l'ont fait jusqu'à présent ?

Arnaud Leparmentier dit que l'Europe pour les Français a quelque chose d'un champ de bataille après une grande défaite. « Leur » Europe est un jeu pour minorités. Le Royaume-Uni a gagné les derniers rounds, mais railla-t-il, tandis que les Britanniques savent ce qu'ils n'attendent pas de l'Europe, les Français ne savent pas ce qu'ils en attendent. La stratégie poursuivie par le Président Chirac est opaque, mais lui et nous savons que Tony Blair trouvera une foule d'alliés dans une Europe à 25. Comme Nick Clegg, il dit que l'Union européenne doit accepter le modèle transatlantique qu'il caractérisa comme étant le libre échange de denrées et de capitaux, plus de forts liens diplomatiques avec les Etats-Unis. D'autres questions brûlantes sont l'admission de la Turquie, le développement d'institutions communes à l'Union européenne et une

politique fiscale commune. Quant à la constitution (dit A. Leparmentier) le spécialiste anglais Peter Hain a bien fait son travail de communication et marqué beaucoup de points face au déclin de l'influence française aggravée par « l'arrogance » des diplomates français.

Mais tant Tony Blair que Jacques Chirac ne manquent-ils pas d'une stratégie pour l'Europe demanda Richard Whitman ? Comme Arnaud Leparmentier, il fit remarquer combien le gouvernement britannique s'en était bien tiré et obtenu ce qu'il voulait dans les négociations sur la constitution européenne, bien que ceci n'apparaisse pas du tout dans les réactions officielles. Aucune célébration. Cela vient peut-être du manque de confiance en elle de la Grande-Bretagne, qui ne sait pas où se situer.

Et tout cela vient en grande partie des relations anglo-américaines. Les Etats-Unis, dit Laurence Laigo, ont une politique catastrophique et sont embarqués dans l'erreur absolue par le Président Bush. Ils ont une toute autre culture que celle du Royaume-Uni, où les références à l'homosexualité et à la place de Dieu dans la rhétorique politique sont étrangères. Le ministre britannique David Miliband contre-attaqua, et ceci n'avait rien de surprenant, étant donné les liens étroits entre Tony Blair et le Président Bush. Son idée était qu'il faut non pas moins, mais plus de coopération avec l'Outre-Atlantique. L'Union européenne avec les Etats-Unis constituent 60 à 65% de la production mondiale de richesses. A moins de travailler ensemble, ils s'écrouleront tous deux. La seule petite critique de la politique américaine qu'il concéda, fut que les Etats-Unis ont besoin d'un ordre international fondé sur des règles. Ils ont besoin de valeurs fondatrices pour un tel ordre comme assurance pour le jour où ils ne seront plus une super-puissance. Mais comment les persuader d'adopter de telles règles ?

La France, avec l'Union européenne, a besoin de s'engager avec les Etats-Unis, sur Kyoto, ou le conflit israélo-palestinien, mais elle y parviendra seulement si elle commence par faire le ménage chez elle. Par cette remarque, David Miliband voulait dire qu'elle devrait se conduire de manière exemplaire. L'Europe vante son «soft power», alors pourquoi ne pas l'étendre à la Turquie pour attirer celle-ci dans notre système de valeurs, tout en les promouvant chez elle, en faisant face au racisme et à l'antisémitisme. Il est important de ne pas exagérer les désaccords de l'après-guerre en Irak, tout au moins entre la France et le Royaume-Uni, dit Pierre Razoux. Il y a eu des divergences dans le passé et des réconciliations. Il cita Suez en 1956, l'invasion des Malouines, l'opération des Balkans au milieu des années 90, et l'accord militaire à St Malo en 1998. La question de l'Irak a-t-elle vraiment la même importance que celle de Suez sur la coopération franco-britannique ? se demanda-t-il. Le but est la politique européenne de sécurité, dont la France et le Royaume-Uni sont ensemble et séparément la clé.

Et selon Richard Whitman, le moyen de concilier cela avec le maintien des relations transatlantiques est de se concentrer sur les préparatifs par les Français et les Britanniques, d'opérations militaires que les Américains ne peuvent ni ne veulent entreprendre.

Denis MacShane avait dit auparavant que, la question de l'Irak étant mise de côté, le moment est venu pour une nouvelle ère de coopération entre la France et le Royaume-Uni sur les grands dossiers européens, puisque la Grande-Bretagne est perçue comme un partenaire européen important.

Mais les participants firent remarquer qu'une bonne partie de ce débat est sans valeur jusqu'à ce que la Grande-Bretagne se mette au clair sur sa destinée européenne. Les relations franco-britanniques sont dans leur ensemble incompréhensibles hors l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne. Et cela pose beaucoup de problèmes.

Nous avons, vous et nous, un problème avec l'Europe, dit Isabelle Lescent-Giles : une tendance à mettre une mauvaise étiquette sur tout règlement émanant de Bruxelles. En France, et peut-être aussi au Royaume-Uni, les prises de position pro et anti-européennes sont dorénavant arrêtées au sein des partis politiques. Mais le plus important, dit Agnès Alexandre Collier est le contact avec l'opinion publique, ce qui signifie affronter la presse.

Nous avons besoin, dit-elle, de « modifier notre discours sur l'Europe ». Cette remarque suscita beaucoup d'inquiétude chez les participants britanniques. Le mouvement pro-européen au Royaume-Uni, selon l'expression même de Nick Clegg, est cerné de tous cotés, dispersé et démoralisé. Aucun renversement spectaculaire dans l'équilibre des forces européennes n'est à attendre. La raison en est que la presse britannique a pris seule l'initiative de répandre, non seulement la critique, mais aussi la propagande anti-européenne. Face à cette usurpation par les médias, la classe politique a abandonné sa suprématie.

Chantal Hughes dit que le gouvernement de Tony Blair se doit d'exprimer clairement sa position et d'arrêter de donner l'impression que l'Europe est un mal nécessaire. Même lorsque le Royaume-Uni a marqué des points, la chose fut simplement présentée comme une limitation des dégâts. Certains participants britanniques exprimèrent un certain scepticisme. John Eidinow réaffirma que Bruxelles interfère et souligna cela comme quelques-uns des désavantages de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Cependant la seule carte à jouer pour le Royaume-Uni, selon James Tugendhat, est la participation à la construction européenne : il n'y a pas d'avenir dans l'atlantisme. Il était optimiste : si les anti-européens pouvaient avoir une vue claire du véritable coût de leur choix, ils s'effondreraient. Ce choix doit être limpide. Les anti-européens n'ont pas d'issue et le Royaume-Uni doit éventuellement trouver la manière positive de présenter son projet à ses concitoyens.

Plusieurs participants demandèrent également une clarification du débat sur le rôle de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. Est-ce un projet élitiste ou peut-on trouver le moyen d'y intéresser largement le public ? Anwar Akhtar dit que les gens ordinaires à Leeds et à Manchester expriment le besoin de comprendre les dommages qu'ils subiraient si le Royaume-Uni restait en dehors de l'Union. Il va être très difficile pour les pro-européens de contrebalancer l'option américaine.

Cependant, le Royaume-Uni et la France sont liés par un destin commun, dit Son Excellence Gérard Ererra. Ambassadeur de France au Royaume-Uni, en conclusion du colloque. Il rappela l'esprit positif de la récente visite du Président Chirac et des conversations constructives entre lui et Tony Blair. Le sujet des échanges d'aujourd'hui est « inépuisable ». La nature et la qualité des relations franco-britanniques devraient contribuer au succès de la présidence britannique de l'Union européenne en 2005 et son tour à la présidence du G8. Les deux pays doivent chacun à sa manière, s'alléger du « poids du passé ». L'histoire, dit-il, est une source féconde,

mais aussi un frein potentiel à la compréhension du présent. Il y a une tendance à valider les « conceptions négatives » du passé. Il se déclara certain que de telles rencontres aident à combler les fossés de notre connaissance mutuelle.

Quelles propositions pouvons-nous faire ?

Etant un diplomate, M. Errera ne se permit pas de désigner tel ou tel agent comme responsable de la diffusion de fausses conceptions et d'incompréhension, mais les participants présents furent moins réticents. Si une version tendancieuse de l'histoire est véhiculée et imposée à la conscience moderne, c'est un agent puissant et pervers qui en est responsable : les médias - particulièrement la presse écrite britannique. Pour résumer, les participants se demandèrent comment on pourrait s'assurer que les téléspectateurs et les lecteurs de journaux reçoivent une image plus juste de la France en Grande-Bretagne, et de la Grande-Bretagne en France.

Un autre thème abordé dans les conclusions fut que les modèles socio-économiques, tant français que britanniques, ont tous deux des points forts, mais qu'ils pourraient tous deux apprendre l'un de l'autre. Sunder Katwala dit que le Royaume-Uni tirerait avantage de l'application de certains aspects du modèle social européen, tandis que l'Union européenne devrait comme la Grande-Bretagne, mettre l'accent sur l'emploi et la croissance.

Les participants furent optimistes pour l'avenir, en même temps, ils firent ressortir un paradoxe. Un des thèmes dominants fut le besoin exprimé de plus d'échanges, de temps passé à « discuter », à apprendre et à communiquer sur des sujets d'intérêt commun.

Ceci fut exprimé comme une demande propre à leur génération. Néanmoins, ils semblaient conscients du fait que leurs préoccupations concernant l'économie, la société, la culture, ne sont pas si différentes de celles de leurs parents ni même, eut-on l'impression, de celles de leurs enfants. Il n'y avait pas de dimension proprement « générationnelle » dans les attitudes des uns et des autres.

Comme nous faisons un tour de table pour demander aux participants des suggestions succinctes pour les actions à entreprendre, plusieurs évoquèrent le contrôle et l'enrichissement des flots d'information (événementielle) concernant l'Europe au Royaume-Uni et à un moindre degré en France.

Parmi les suggestions :

- Promouvoir les échanges entre les écoles et les universités (étudiants et enseignants).
- Accroître les échanges entre les fonctionnaires du gouvernement (plus spécialement du Foreign Office et du quai d'Orsay). Il n'est pas nécessaire que ces séjours soient de longue durée. La formation des fonctionnaires devrait comprendre des stages dans l'autre pays.
- Encourager les échanges entre salariés dans le secteur privé.
- Les ministres et les fonctionnaires britanniques devraient tenir des conférences de presse ouvertes à Bruxelles et abandonner cette pratique d'exclusion des

journalistes non-britanniques. Ceci permettrait d'éviter ces présentations des décisions à « deux niveaux » au public britannique et non-britannique, et de rendre plus honnête la conduite de la politique britannique au sein de l'Union européenne.

- Le gouvernement britannique devrait être convaincu de reconsidérer le plan qui lève l'obligation d'apprentissage des langues étrangères après l'âge de 14 ans.
- Quelques descriptions plus sincères des aspects de la vie dans les deux pays devraient être diffusées en France et en Grande-Bretagne, peut-être sous la forme d'une « brochure vérité ».
- Une meilleure couverture par les médias respectifs pourrait passer par des échanges de journalistes et autre personnel de presse.
- Un Conseil européen des Arts et du Cinéma devrait être créé pour promouvoir des projets communs.
- Le parti travailliste pourrait tenir son congrès de Printemps au Touquet (proposition britannique).
- Un manuel commun d'histoire franco-britannique devrait être rédigé, à l'image de celui qui est en cours d'élaboration entre la France et l'Allemagne.
- Davantage de forums de discussion devraient être organisés pour la presse, les politiciens et les parlementaires.
- Plus de documentaires télévisés sur la vie dans chaque pays devraient être produits.
- Le gouvernement britannique devrait lancer une campagne d'information publique sur l'Europe, mettant l'accent sur les zones d'accords multilatéraux et bilatéraux (franco-britanniques).
- Le Conseil franco-britannique devrait offrir d'autres occasions pour qu'un groupe semblable se réunisse et discute sur des aspects plus ciblés des relations entre les deux pays, tels que les cultures des minorités et les obstacles au succès ou le travail accompli en France et en Grande-Bretagne pour mettre un terme au sexisme.

PARTICIPANTS FRANCAIS

Agnès ALEXANDRE-COLLIER

Maître de conférences de civilisation britannique à l'Université de Besançon

Laurent BONNAUD

Maître de conférences à l'institut d'Etudes Politiques de Paris

Jeannette BOUGRAB

Maître de conférences à Paris I – Panthéon Sorbonne

Membre du Haut Conseil à l'Intégration

Membre du Conseil d'analyse de la société

Yves CENSI

Député de l'Aveyron

Myriam-Isabelle DUCROCQ

Professeur agrégé d'anglais à l'Institut d'Etudes politique de Paris

S. Exc. Gérard ERRERA

Ambassadeur de France à Londres

Mathieu FLONNEAU

Maître de conférences à Paris I

Laurence LAIGO

Secrétaire confédérale, en charge des questions européennes

CFDT

Arnaud LEPARMENTIER

Correspondant à Bruxelles du journal Le Monde

Isabelle LESCENT-GILES

Maître de conférences à la Sorbonne

Hélène MASSON

Chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Pierre RAZOUX

Chargé des relations bilatérales avec le Royaume-Uni à la Délégation des Affaires stratégiques,

Ministère de la Défense

Pascal RIGAUD

Finance Manager, EMAP Pleine Vie

Pierre-Antoine de SELANCY

Directeur d'investissement, AGF Private Equity

Observateurs :

Jacques VIOT

Jean-Marie LE BRETON

Philippe MOGENTALE

Sylvie BLUMENKRANTZ

PARTICIPANTS BRITANNIQUES

Anwar Akhtar

Rich Mix, Development Director

Simon Atkinson

Research Director

MORI Social Research

David Cameron MP

Conservative member for Witney

Nick Clegg

LibDem Prospective Parliamentary candidate for Sheffield Hallam

John Edward

Head, European Parliament Office in
Scotland

John Eidinow

Dean, Merton College

Dr Catherine Fieschi

University of Nottingham, Director, Centre for the Study of European Governance

Eluned Haf

Managing Director, una Ltd

Chantal Hughes

Cabinet Office, European Secretariat

Sunder Katwala

General Secretary, Fabian Society

Fiona Laird

Theatre Director

Raj Jethwa

TUC Policy Officer for Youth and Regional Affairs

Dr Denis MacShane MP

Minister for Europe

David Miliband MP

Minister of State for School Standards, DfES

Labour MP for South Shields

Minister for the Cabinet Office since Decembre 2004

Benedicte Paviot

TV and radio journalist and broadcaster

Jonathan Portes

Deputy Director, Work and Welfare Strategy Directorate

Department for Work and Pensions

James Tugendhat

Former Managing Director, North and Central Europe, Diageo

William Vereker,

Managing Director, Morgan Stanley

Dr Richard Whitman

Head, European Programme

Royal Institute of International Affairs

RAPPORTEUR

David Walker

Senior journalist, The Guardian

OBSERVERS

Lord Radice

Dr Anne Corbett

Lord Prosser

Sue Hoyle

Kay Carberry

Dr Helen Drake

Claire Lambert

Ann Kenrick

Catherine Rawlinson

Le Conseil franco-britannique est né, au moment de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne, d'une initiative commune du Président Georges Pompidou et du Premier ministre Edward Heath.

Son objet est de contribuer à une meilleure compréhension entre les deux pays par le moyen de rencontres de personnalités ou de spécialistes, notamment dans les domaines de la culture, de la science, de l'art, de la politique et des entreprises.

CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE
Section française

66, rue de Bellechasse, 75007 Paris
Téléphone : 01 42 75 79 83 - Télécopie : 01 42 75 79 87
Mél. : conseilfrancobritannique@wanadoo.fr